


Publication interne du réseau Eau des APNE du Bassin Adour-Garonne

FNE Midi-Pyrénées—14 rue de Tivoli 31000 Toulouse—05 34 31 97 83

a.carlot@fne-midipyrenees.fr - www.fne-midipyrenees.fr

Edito

Noël arrive tôt pour les rivières et la nature :

La Commission européenne conclut que la législation de l'UE sur l'eau est « adaptée à l'objectif visé »

L'évaluation finale de la législation de l'UE sur l'eau par la Commission européenne a conclu que la directive-cadre sur l'eau de l'UE était "adaptée à l'objectif visé", reconnaissant que les objectifs de la loi "sont aussi pertinents maintenant qu'au moment de l'adoption" et que la loi a conduit à "un niveau supérieur de protection des masses d'eau et à une gestion des risques liés aux inondations". L'évaluation de deux ans de la directive-cadre sur l'eau (DCE) est ainsi achevée et, en écartant la possibilité d'une révision, remet l'UE sur la bonne voie pour redonner vie à ses rivières par la mise en œuvre et l'application complètes de la législation.

Le message de la Commission européenne est clair : la DCE est un pilier essentiel de la législation environnementale de l'UE et est là pour rester dans sa forme actuelle. [Les résultats du contrôle d'aptitude](#) montrent que le retard dans l'atteinte des objectifs de la DCE est "largement dû à un financement insuffisant, à une mise en œuvre lente et à une intégration insuffisante des objectifs environnementaux dans les politiques sectorielles, et non à une lacune dans la législation".

Ces conclusions suivent de près le [Rapport sur l'état de l'environnement 2020](#) de l'Agence européenne pour l'environnement, qui souligne que la DCE est essentielle pour enrayer et inverser la perte de biodiversité. Les conclusions sont fortement soutenues par le WWF, le BEE, Wetlands International, le European Rivers Network et l'European Anglers Alliance - qui forment ensemble la coalition Living Rivers Europe et ont mené la [campagne #ProtectWater](#) pour sauvegarder la DCE.

Points soulignés dans le document de travail des services de la Commission :

- Le fait que les objectifs de la DCE n'aient pas encore été pleinement atteints est dû en grande partie à un financement insuffisant, à une mise en œuvre lente et à une intégration insuffisante des objectifs environnementaux dans les politiques sectorielles, et non à une lacune dans la législation.
- Le bon état dépend non seulement des mesures d'atténuation pour faire face aux pressions actuelles, mais aussi des mesures de restauration pour faire face aux pressions du passé.
- Ce bilan met en avant que la directive-cadre sur l'eau est suffisamment prescriptive en ce qui concerne les pressions à prendre en compte, tout en étant suffisamment souple pour répondre aux nouveaux défis tels que le changement climatique, la pénurie d'eau et les polluants émergents (par exemple, les micro-plastiques et les produits pharmaceutiques).
- La politique de l'eau est très importante pour les citoyens européens. La consultation publique a reçu plus de 370 000 réponses au total, ce qui est un nombre exceptionnellement élevé.
- La Commission devra continuer à travailler avec les États membres et les aider à améliorer la mise en œuvre des directives au moindre coût possible, par exemple en partageant les meilleures pratiques en matière de recouvrement des coûts, de réduction des polluants à la source, d'infrastructure verte et autres.

Revue de presse

Directive-cadre sur l'eau : la France fait profil bas—Pas plus que les autres Etats-membres, la France n'a été en 2015 au rendez-vous de l'objectif de bonne qualité des masses d'eau, dont le manquement généralisé est acté par la Commission. Alors que se pose la question d'une éventuelle révision de la directive-cadre de 2000, Paris défend une position conservatrice. (environnement-magazine.fr—15/11/2019)



L'eau des villes devra payer pour la protection de la ressource à la campagne—La ruralité ne pourra assumer les investissements nécessaires à la mise en place d'un service « durable » de l'eau et de l'assainissement sans l'appui des zones urbaines : c'est le consensus qui s'est dégagé de la table ronde sur le prix de l'eau organisée, le 20 novembre au salon des maires et des collectivités locales, par le Cercle français de l'eau. (environnement-magazine.fr—21.11/2019)

Des microplastiques se forment également dans les fleuves—La goélette scientifique Tara a recueilli des échantillons dans neuf des principaux fleuves d'Europe. « Nous avons longtemps pensé que la transformation des plastiques en microplastiques se produisait en mer, sous l'effet du soleil et des vagues, indique Jean-François Ghiglione du CNRS (Centre national de la recherche scientifique), directeur scientifique de la mission. Or le processus semble bien se produire également dans les fleuves et leurs bassins versants ». Des recherches vont s'intéresser à ces phénomènes de fragmentation du plastique. Autre résultat mis en avant par la Fondation : l'effet absorbant de polluants des plastiques. Ceux-ci accumulent à leur surface des molécules présents dans les fleuves : pesticides, hydrocarbures, métaux lourds, etc. Ils pourraient avoir ainsi des effets sur les organismes qui les ingèrent. Les scientifiques vont également s'atteler à identifier les micro-organismes qui colonisent les plastiques. (actu-environnement.com—25/11/2019)



© Tunatura



[VIDEO] Les retenues d'eau sont-elles une réponse à la sécheresse ? - La guerre des bassines fait rage dans certains territoires. Confrontés à la sécheresse, les agriculteurs veulent sécuriser leurs récoltes. Les opposants ne veulent pas qu'ils s'accaparent la ressource. Décryptage de ces conflits dans cette nouvelle vidéo où pour répondre à toutes ces questions, Florence Roussel a invité Delphine Batho, députée des Deux-Sèvres, et André Bernard, président de la chambre d'agriculture du Vaucluse (FNSEA). (actu-environnement.com—26/11/2019)

La Gemapi fait encore débat au Sénat—La compétence Gemapi se structure de manière assez différenciée au gré de la carte communale. Quel bilan peut-on tirer de ces deux années d'appropriation progressive ? À l'initiative du groupe RDSE, le Sénat a tenu, ce 19 novembre, en séance publique, un débat sur le sujet avec pour point d'orgue la délimitation de son périmètre pas toujours claire et le modèle financier encore à conforter. (banque-desterritoires.fr—20/11/2019)

Lutter contre les micropolluants, une mission collective—L'évolution des stratégies visant à réduire à la source les rejets de micropolluants dans l'eau, et les perspectives de recherche et d'actions en la matière, étaient au menu de la 7e Conférence « Eau et santé », organisée par le Graie, à Lyon, en novembre dernier. Au cœur des débats : la pollution liée aux pratiques de soins. (environnement-magazine.fr—06/12/2019)



La sécheresse dans l'Indre / © Christian Toussaint

[Tribune] Au cœur des insurrections populaires mondiales : l'écologie—

Consciente de « ce qui vient », « l'oligarchie s'en met plein les poches », accusent les auteurs de cette tribune. En réponse à la privatisation continue des biens communs, comme l'eau, est née une pléthore d'insurrections populaires mondiales, toutes liées à la crise écologique. (reporterre.net—05/12/2019)

Sur Arte, ces financiers qui ont soif d'eau et essorent les populations—Un documentaire alarme sur la marchandisation de l'eau, devenue une matière première comme les autres. Aussi passionnant qu'inquiétant, ce documentaire décortique un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur : la financiarisation de l'eau. De la City de Londres aux fermes australiennes, en passant par la Californie, Jérôme Fritel a mené l'enquête, fait parler des banquiers, des spéculateurs, des fermiers ruinés, des militants écologistes. Le résultat vaut le détour. Si le XXe siècle a été organisé autour du pétrole, le XXIe siècle l'est autour de l'eau. L'or bleu remplace l'or noir, mais pas forcément pour le bien de l'humanité. (lemonde.fr—17/12/2019)

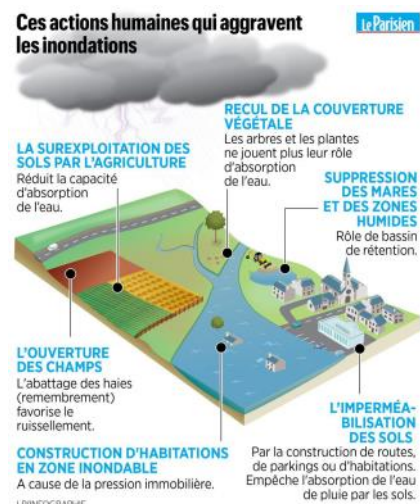


† Interview du réalisateur, Jérôme Fritel : <https://arte-magazine.arte.tv/article/2888>

Sortie des pesticides: l'agriculture face à sa nécessaire révolution—Lundi 25 novembre, plusieurs associations européennes ont lancé une [initiative citoyenne européenne](#) (ICE) afin de conduire l'Union européenne vers le «zéro pesticide de synthèse» en 2035. Objectif: obtenir un million de signatures de citoyens européens d'ici fin septembre 2020. En quatre jours, [près de 74.000 personnes l'ont signée](#). Si le succès semble très probable, quelles sont les chances réelles de l'agriculture de sortir de sa dépendance chimique en 15 ans, et quels sont les freins au changement ? Le JDLE a posé la question à Xavier Reboud, directeur de recherche dans l'unité mixte de recherche Agroécologie (Dijon). (journaldelenvironnement.net—28/11/2019)

Inondations dans le sud de la France : la «soif de construire» mise en accusation—

L'urbanisation massive du littoral méditerranéen favorise inévitablement l'imperméabilité des sols et la dangerosité des cycles des crues. Les maux, il est vrai, sont connus depuis des années. Pression immobilière, surexploitation des sols par le maraîchage - une culture très rentable -, recul de la couverture végétale, suppression des mares et des zones humides, abattage des haies qui favorise le ruissellement... Un rapport sénatorial, consécutif à des inondations similaires en 2010 et 2011, déjà dans cette région, était venu le rappeler. (leparisien.fr—25/11/2019)



Zéro artificialisation nette: le CGDD propose sa trajectoire—La lutte contre l'artificialisation des sols peine à se concrétiser en France. Plus d'un an après la [création d'un objectif de zéro artificialisation nette](#) -sans échéance fixée-, la stratégie nationale se fait toujours attendre. L'urgence devient pourtant criante, alors que les [surfaces artificialisées ont de nouveau progressé dans l'Hexagone en 2017](#), selon l'Observatoire national mis en place en juillet dernier par le gouvernement. 23.313 hectares d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) ont été consommés entre 2016 et 2017 alors que la superficie totale baissait régulièrement depuis 2008, crise de la construction oblige. Dans un rapport publié ce 17 décembre, le Conseil général au développement durable (CGDD) a précisé la trajectoire permettant d'atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette fixé par le plan Biodiversité. (journaldelenvironnement.net—17/12/2019)

Documents – réglementation

Eau et biodiversité : le ministère de la Transition écologique veut donner plus de pouvoir aux préfets—« Un mouvement très important doit être engagé pour déconcentrer le maximum de décisions et d'actions au niveau territorial », demandait Édouard Philippe à ses ministres via une circulaire du 24 juillet 2018. Répondant à cette demande, le ministère de la Transition écologique soumet à la consultation du public jusqu'au 6 décembre un projet de décret qui contient plusieurs mesures de déconcentration dans le domaine de l'eau et de la biodiversité. ([consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr—15/11/2019 au 09/12/2019](https://consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr—15/11/2019%20au%2009/12/2019))

[Publication] Evaluation des conséquences de la mise en œuvre des compétences dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations—[Le CGEDD publie un rapport sur l'évaluation des conséquences de la mise en œuvre des compétences dans le domaine de la GEMAPI](https://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr—21/10/2019). Trois conclusions ressortent : Après avoir suscité des malentendus qui ne sont pas tous dissipés, la prise de compétence GEMAPI se structure dans un climat de plus en plus apaisé ; La GEMAPI est mise en œuvre dans le cadre d'un processus différencié qui n'est pas totalement stabilisé ; Si les questions de gouvernance sont aujourd'hui, pour la plupart, en voie de règlement, un certain nombre d'enjeux vont peser sur l'exercice de la GEMAPI au cours des prochaines années. (cgedd.developpement-durable.gouv.fr—21/10/2019)

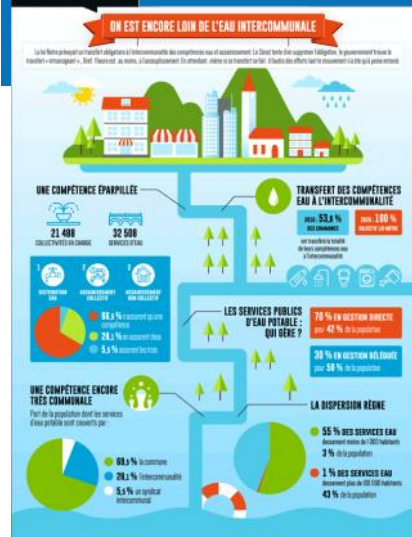
[Publication] Retour d'expérience des inondations du 14 au 17 octobre 2018 dans l'Aude—Les ministres de l'intérieur et de la transition écologique et solidaire ont demandé à l'inspection générale de l'administration (IGA) et au CGEDD de mener une [mission conjointe de retour d'expérience sur les conséquences pour les territoires des inondations qui ont lourdement affecté le département de l'Aude le 15 octobre 2018](https://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr - 16/10/2019). (www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr - 16/10/2019)

État de l'environnement en France : un nouveau rapport complet et actualisé—Publié tous les quatre ans depuis 1994, le dernier rapport sur l'État de l'environnement en France vient de sortir. Une mine d'informations et de tendances qui, jusqu'à présent, prenait la forme d'un pavé de plusieurs centaines de pages. Cette année, un site Internet (www.ree.developpement-durable.gouv.fr) regroupe les données avec des focus thématiques : l'environnement et santé, les ressources naturelles, les transitions, la biodiversité... L'approche est également à plusieurs échelles : le niveau national, le niveau régional (l'environnement près de chez moi) et le niveau international (comparaison internationale). Nouveauté : l'ensemble des données sera mis à jour de façon continue. Cette nouvelle édition introduit aussi une grille de lecture inédite dans ce type de rapport, celle des « limites planétaires ». (actu-environnement.com—29/10/2019)



Lutter contre les pollutions azotées et préserver les milieux aquatiques—mesures des sixièmes Programmes d'Actions Régionaux nitrates—La directive européenne « Nitrates » vise à protéger les ressources en eau des pollutions par les nitrates d'origine agricole dans les différents Etats membres. Sur le territoire français, la réglementation est composée d'un Programme d'Actions National (PAN), socle de mesures obligatoires, et d'un Programme d'Actions Régional (PAR) spécifique pour chaque région. Quelles sont les mesures des 6e PAR ? L'Office International de l'Eau vient de publier une synthèse sur le sujet. (gesteau.fr—18/12/2019)





[Infographie] On est encore loin de l'eau intercommunale—La loi Notre prévoyait un transfert obligatoire à l'intercommunalité des compétences eau et assainissement. Le Sénat tente d'en supprimer l'obligation, le gouvernement trouve le transfert « intransigeant »... Bref, l'heure est, au moins, à l'assouplissement. En attendant, même si ce transfert se fait, il faudra des efforts tant le mouvement n'a été qu'à peine entamé. (lettreducadre.fr—10/12/2019)

Les échos du bassin

Occitanie : l'Etat met en place un « kit inondation » pour sensibiliser les écoliers—Après les dernières inondations survenues cet automne dans la région, la Direction Régionale de l'environnement (DREAL) lance un "kit inondation" à destination des enfants pour sensibiliser davantage la population aux risques liés à ce phénomène récurrent. (france3-regions.francetvinfo.fr—12/12/2019)



Toulouse. Protéger l'eau pour ne pas trinquer—Des intervenants de premier plan pour des tables rondes en prise directe avec les grands enjeux d'aujourd'hui concernant l'eau et la santé, un public averti et exigeant : la journée a été très dense, hier, pour le premier Safe Water Summit organisé à Toulouse par l'Agence de l'eau Adour-Garonne et le Comité de bassin. D'abord en rassurant sur un fait : l'eau étant le produit alimentaire le plus contrôlé, l'eau du robinet – 120 tonnes consommées en moyenne par an et par foyer en France- est actuellement bonne, très sûre et pas chère à 4 € le m3. Mais son coût de production étant appelé à augmenter, plus que «laver» l'eau de ses polluants – médicaments, microplastiques, métaux lourds, perturbateurs endocriniens, pesticides, SDHI*... – l'important, demain, sera d'abord de prévenir et protéger les sources : «Le polluant le plus facile à retirer de l'eau est celui qui n'y va pas» rappelle François Veillerette, fondateur de Générations futures. «La nature n'est pas le décor de l'existence : c'est l'existence», pointe Jean-Louis Etienne pour rappeler l'urgence à changer, Isabelle Autissier concluant sur une note d'espoir que «la nature revient très vite quand on la laisse respirer, dès qu'il y a diminution des polluants.» (ladepeche.fr—19/11/2019)



+ Revoir Le Safe Water Summit en vidéo : Vidéo de la matinée [ici](#)—Vidéo de l'après-midi [ici](#)—Vidéo de la soirée [ici](#)

Guide Eau & Urbanisme de l'Agence de l'eau Adour-Garonne - Dans un contexte d'évolution démographique marquée dans le Sud-Ouest et de changement climatique, il est indispensable d'adapter la gestion de l'eau dans la ville. L'Agence de l'eau Adour-Garonne a récemment publié un guide « Eau & Urbanisme » à destination des acteurs de l'eau et des acteurs de l'urbanisme, afin de faciliter le rapprochement de ces acteurs et de contribuer à une meilleure intégration de l'eau dans les projets d'aménagement. (gesteau.fr—05/12/2019)



[Pour télécharger le guide](#)

La vie du réseau



[Communiqué] Le lobby des pesticides veut continuer à produire et vendre des produits interdits—La fabrication et l'export des pesticides déjà prohibés en France, car trop toxiques, seront interdits à compter du 1er janvier 2022. Si tout va bien... Car dans l'ombre, le lobby des pesticides tente par tous les moyens de faire annuler cette interdiction. Après une première tentative ratée en début d'année, l'UIPP (l'Union des Industries de Protection des Plantes), qui représente les fabricants de pesticides, conteste actuellement cette interdiction devant le Conseil Constitutionnel. France Nature Environnement, qui s'était battue pour l'adoption de cette disposition de bon sens, ne compte pas laisser faire l'industrie des pesticides. (fne.asso.fr—14/11/2019)

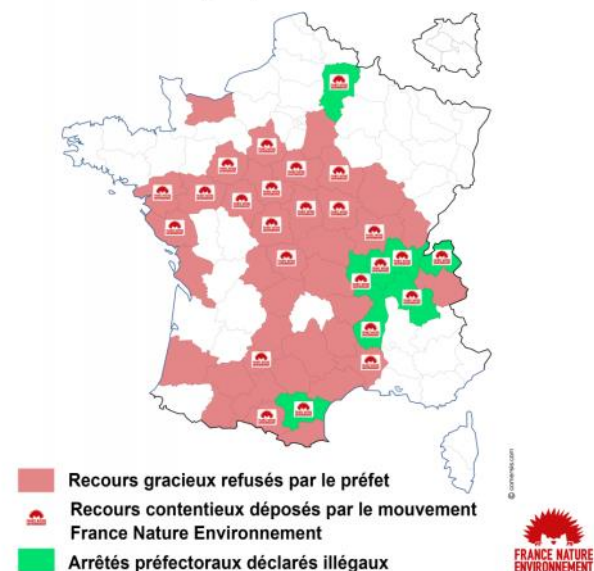
[Actualité] Inondations : on bétonne et on s'étonne ! - Après les inondations survenues ce week-end dans les Alpes-Maritimes et le Var, ayant fait au moins quatre morts et deux disparus, nos premières pensées vont aux familles des victimes. Face à la répétition de ces phénomènes extrêmes qui vont s'intensifier dans un contexte de changement climatique, FNE Provence-Alpes-Côte d'Azur et le mouvement France Nature Environnement rappellent que l'étalement urbain effréné conduit à l'imperméabilisation des terres : une bétonisation qui vient aggraver et amplifier les inondations et ses dégâts. Nous sommes profondément consternés de constater, années après années, qu'aucune leçon n'est tirée de ces drames, malgré leurs répétitions. (fne.asso.fr—26/11/2019)

[Communiqué] Pesticides et riverains : où sont les résultats de la consultation publique ? - Le 4 octobre dernier, la consultation publique lancée par Elisabeth Borne, Agnès Buzyn et Didier Guillaume concernant la protection des populations vis-à-vis de l'épandage des pesticides comptabilisait 53 000 réponses, un record ! Face à ce vif intérêt de la part de la société, nous attendions du gouvernement une publication en grande pompe des résultats. A ce jour, rien n'a été présenté, alors même que la synthèse de cette consultation est prête depuis plusieurs semaines. A la veille de la publication des textes réglementaires encadrant cette protection, la Fondation Nicolas Hulot, France Nature Environnement, Générations Futures et l'Association Santé Environnement France et Alerte Médecins Pesticides demandent au Premier ministre de les publier dans les plus brefs délais. (fne.asso.fr—12/12/2019)

[Communiqué] Pesticides : face à un Etat défaillant, les associations se mobilisent—Malgré les rapports parlementaires établissant sa responsabilité (Chlordécone aux Antilles), les rapports d'experts alarmants qui s'empilent, les consultations et concertations diverses... l'Etat reste sourd aux revendications et mobilisations locales des maires, des associations et des citoyens. Les clefs de la protection de l'environnement et de la santé restent donc entre les mains des préfets et des utilisateurs de pesticides. France Nature Environnement démontre par la mobilisation de son réseau territorial l'inefficacité des mesures mises en place par l'Etat et appelle à l'établissement d'une réglementation nationale mettant en place des zones de non traitement réellement efficaces tant pour la protection sanitaire des riverains que pour la protection de l'eau, de l'air, des sols et du vivant. La fédération compte déjà 8 victoires juridiques. (fne.asso.fr—13/12/2019)

COURS D'EAU RAYÉS DES CARTES POUR LES LIVRER AUX PESTICIDES

Etat des lieux des recours juridiques au 13.12.2019





Lettre Eau n°82 : Pollution de l'eau par les nitrates en France : le constat reste décevant—En actualité, l'impact de l'incendie de Lubrizol sur la qualité de l'eau de l'estuaire de la Seine, un dossier qui s'intéresse à la pollution de l'eau par les nitrates d'origine agricole, entre marées vertes, programmes d'actions et condamnations par l'Europe. Enfin, l'article focus présente les conséquences des éclairages nocturnes sur les milieux aquatiques. [Lire la Lettre eau 82](#)

[Communiqué] Donnons à la justice les moyens de protéger l'environnement et la santé—La justice n'a pas les moyens de protéger efficacement notre environnement : c'est le constat dressé par France Nature Environnement face aux pollutions à répétition et aux catastrophes industrielles. Avec plusieurs associations environnementales, des avocats, des universitaires et des juristes, notre fédération appelle à donner à la justice les moyens de protéger l'environnement et la santé et esquisse 3 pistes, dans une tribune parue le 3 décembre sur le site de franceinfo. (fne.asso.fr—06/12/2019)



Mini-guide
« L'entretien et la restauration des cours d'eau pour prévenir les inondations » par FNE Languedoc-Roussillon— Octobre 2019. [TELECHARGER](#)

Non à l'usine d'embouteillage de Merens! Le Chabot et le Comité Ecologique Ariégeois se mobilisent—A Merens, petit village d'Ariège, un nouveau projet pourrait voir le jour : une usine d'embouteillage d'eau de la source locale. Cette eau, de qualité et bien connue des riverains et des randonneurs, ne pourrait être plus qu'un souvenir : son accès serait fermé à tout autre usage que celui de remplir des milliers de bouteilles en plastique... A l'heure où nous savons qu'il est urgent de réduire au maximum l'utilisation d'un tel matériau, ce projet n'est pas le bienvenu. Ainsi, les associations ariégeoise [le Chabot](#), le [Comité Écologique Ariégeois](#) et Nature en vallée d'Ax lancent une cyberaction pour le contrer. [Signez la pétition et faites la circuler dans vos réseaux pour que chacun.e ait droit à une eau de qualité](#)

Agenda

- * **Bordeaux (33)** - journée "TERRITOIRE ENGAGÉ POUR LA NATURE" , 6 décembre, organisé par Bordeaux Métropole. [Info](#)
- * **Toulouse (31)** - Conférence de Marc-André SELOSSE "Jamais seul, toujours sol : ces microbes qui construisent les plantes", 13 décembre soirée au Muséum de Toulouse, organisée par Rhizobiôme. [Inscription](#)
- * **Toulouse (31)** - Journée FNE « Transports et mobilités durables », 16 janvier, organisée par FNE et FNE Midi-Pyrénées.
- * **Bordeaux (33)** - Journée « Stratégie eau APNE Adour Garonne », fin janvier-début février, organisée par FNE Midi-Pyrénées.
- * **Toulouse (31)** - Colloque « Restaurer les zones inondables de notre territoire » , 6 février, organisée par la Réserve Naturelle Régionale Confluence Garonne-Ariège (NEO). [Programme et inscription.](#)
- * **Paris (75)** - Séminaire « le Biocontrôle pour les jardiniers amateurs », 11 février, organisée par FNE. [Programme et inscription](#)
- * **Toulouse (31)** - Journée « Pesticides : où en est-on ? », février, organisée par FNE Midi-Pyrénées.

